

# LE DEVOIR

VOL. LXXXVIII - N° 150

MONTRÉAL, LE MARDI 8 JUILLET 1997

88c + TPS + TVQ / TORONTO 1\$

**PERSPECTIVES**

## Interdiction ou éducation?

Après avoir fait adopter la loi C-71 sur la publicité du tabac, le gouvernement Chrétien ne semble pas pressé de la mettre en œuvre. Après avoir annoncé des mesures fort contraignantes, le gouvernement Bouchard mise désormais sur l'éducation populaire. Est-il préférable de taxer davantage ou de poursuivre en justice, au nom de la santé publique?

« **P**ersonne ne va sortir le Grand Prix de Montréal », a promis le premier ministre du Québec, au terme de la récente course automobile, commanditée par Player's. C'est un événement international important, nécessaire au Québec. Quant à la lutte contre le tabagisme, il croit que des mesures pondérées sont plus efficaces que des contraintes législatives. « Les compagnies seraient sans doute prêtes », ajoute M. Bouchard, sibyllin, à collaborer pour mener en parallèle la protection de leurs parts de marché chez les adultes et une campagne de sensibilisation et d'éducation à long terme. »

La chèvre et le chou, le beurre et l'argent du beurre. Dimanche, encore à Montréal, le Festival de jazz a annoncé que Du Maurier serait encore son principal commanditaire, l'an prochain. Mais pour la suite, il faudra attendre la réglementation fédérale. « Nous espérons que le gouvernement fera preuve d'autant de souplesse pour les événements culturels qu'il s'est engagé à le faire pour le sport professionnel », plaide le président Alain Simard, faisant allusion aux accommodements promis par M. Chrétien.

Voilà donc, à la faveur d'événements populaires et prestigieux — la saison des festivals bat son plein et fait ressortir l'importance de la commande du tabac — un point sur lequel Ottawa et Québec semblent s'entendre comme larrons en foire. Maintenant que l'alerte électorale est passée à Ottawa, que le ministre « ayatollah » (David Dingwall) a été défait, que le ministre Jean Rochon en a plein les bras avec des réformes plus impérieuses, on ne ressent plus l'urgence de négocier d'en découdre avec les riches héritiers de Jean Nicoit, d'ailleurs disposés à aller jusqu'au bout pour faire valoir leurs droits. À coups d'injonctions, et sans restrictions.

On est à mille lieues, c'est le cas de le dire, de ce qui se passe aux États-Unis. Là, après des poursuites, une quarantaine d'États ont obtenu en juin que les fabricants de tabac paient près de 370 milliards en 25 ans et subissent des restrictions sans précédent. « Nous devons punir cette industrie de façon exemplaire », a commenté le procureur général du Mississippi, parce que les groupes de tabac ont fait plus de mal qu'aucune autre entreprise dans l'histoire. » Cet accord historique, l'un des plus importants qui soient en matière de santé publique, doit être approuvé par le Congrès et le président Clinton. Si ce n'est pas le cas, le Mississippi s'est quant à lui assuré que 3,6 milliards lui seront versés directement.

Le puissant lobby canadien du tabac dit que les situations ne sont pas comparables et qu'on ne peut prétendre qu'une « punition » semblable, ici, enrichirait les gouvernements de quelque 50 milliards.

Il n'en reste pas moins que le gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique a décidé, sans attendre l'offensive fédérale, de passer à l'action. Il a présenté en juin un projet de loi autorisant des recours individuels et collectifs contre les fabricants de tabac. Le projet exige que ces derniers versent une compensation financière à la province pour les coûts énormes reliés au traitement des fumeurs. Comme aux États-Unis, le gouvernement Clark souhaite que les fabricants reconnaissent publiquement que la cigarette suscite la dépendance, nuit à la santé et cause le cancer.

Cette initiative sans précédent soulève un vif débat dans cette province et au Canada anglais. Les militants antitabac prétendent qu'il s'agit d'un coup d'épée dans l'eau du Pacifique et que Victoria ne touchera pas un sou avant plusieurs années. L'industrie fait valoir que la Colombie-Britannique a touché 500 millions en taxes et impôts sur le tabac, l'an dernier, n'investissant que des poussières dans la lutte contre le tabagisme.

Il est valable de taxer lourdement le tabac parce qu'il s'agit d'un produit dangereux dont il faut décourager l'usage, écrit *The Globe and Mail*; mais tenter des poursuites pour recouvrer les coûts des soins de santé est à la fois un objectif limité et un dangereux précédent. Pourquoi ne pas y aller carrément et taxer sans autre délai?

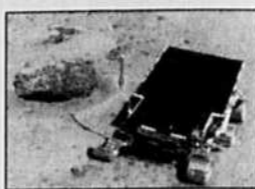
Tout en applaudissant au projet Clark, *The Gazette* fait valoir que les fabricants ne sont pas les seuls vilains de l'affaire. Il faut blâmer les gouvernements pour les dommages causés par le tabagisme, à cause de leur réponse timide à cette menace. Près d'un Canadien sur quatre fume et les gouvernements voraces en tirent des taxes énormes, dont plus d'un quart de milliard par année au Québec seulement.

Si la « punition » américaine ne vaut pas au Canada, si l'initiative de Victoria n'est pas la plus appropriée qui soit, qu'en est-il au Québec?

Outre le vœu pieux de M. Bouchard et sa recherche passionnée de la quadrature du cercle, l'imagination n'est pas au rendez-vous de la société distincte. Sous prétexte de sauver festivals et compétitions, la volonté se perd en volutes et circonvolutions. Et le grand prix de la santé publique?

**LES ACTUALITÉS**

**Embouteillage martien sur Internet,**  
page A 2



**LES SPORTS**

**Tour de France: Cipollini, le magnifique**  
page B 5

**CULTURE**



**Afro-Celt Sound System: les champions du triple son,**  
page B 8

## Oh, la belle fraise!



CHRISTIAN GUAY LE DEVOIR

**LES FRAISES** sont arrivées avec un certain retard cette année, de sorte qu'il est encore temps d'aller au champ pour faire sa cueillette, comme la petite Catherine Fortier, 9 ans, de Saint-Amable... qui va peut-être mettre beaucoup de temps à emplir son panier.

## L'or ne vaut plus son pesant

*La dégringolade du prix du métal précieux pourrait compromettre des projets d'exploration*

CLAUDE TURCOTTE  
LE DEVOIR

**L**a dégringolade du prix de l'or, qui est tombé de 13,55 US en deux jours (vendredi et hier), ne manque évidemment pas de soulever des inquiétudes dans les milieux miniers québécois, mais on ne prévoit pas, à court terme du moins, que cela entraînera des fermetures de mines en Abitibi. Il est indéniable en revanche que cette baisse peut ralentir ou même arrêter divers projets d'exploration.

La nervosité s'est emparée aussi des marchés boursiers. À Toronto, l'indice des aurifères a régressé de 4,14 %. L'action de Placer Dome a perdu 1,40 \$, celle de Barrick Gold a

vu sa valeur diminuer de 40 cents, mais il y a eu pire encore: le titre de Getchell Gold est tombé de 6,30 \$ et celui de Franco Nevada de 4,90 \$. Ce sont essentiellement des entreprises qui travaillent dans l'Ouest canadien. L'action de Cambior, la principale mine d'or québécoise, a encaissé un repli de 1,05 pour se transiger à 14,50 \$ à la fermeture.

Une dépêche en provenance de Londres explique que le prix de l'or a continué de chuter dans la hantise d'une multiplication des ventes des stocks officiels par les banques centrales, alors que les producteurs, si la chute des prix se poursuit, pourraient devoir fermer leurs mines les moins rentables. La baisse abrupte du prix de l'or a

VOIR PAGE A 8: OR

**Québec-municipalités**

## Les villes trouvent 400 millions

*Au bord de l'éclatement, l'UMQ fera une contreproposition au gouvernement*

MARIO CLOUTIER  
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

**L'**Union des municipalités du Québec fera cette semaine une contreproposition au gouvernement du Québec dans le but d'éponger environ 400 des 500 millions que le ministre des Affaires municipales, Rémy Trudel, veut leur faire assumer principalement sous la forme du transport scolaire. Cette initiative survient à un moment crucial pour l'UMQ qui est sur le bord de l'éclatement, déchirée entre les intérêts des villes centres et ceux des banlieues et des plus petites villes.

« Je demeure persuadé qu'il y a plus de points nous rapprochant que nous éloignant, mais il y a un malaise », reconnaît le président de l'UMQ, Mario Laframboise. Il croit que si le gouvernement avait voulu créer une division il n'aurait pas pu mieux s'y prendre. Mais il persiste à dire que des économies sont possibles du côté des relations de travail et des mises en commun, suffisamment pour que Québec change son fusil d'épaule sur le transport scolaire.

VOIR PAGE A 8: VILLES

**MONTRÉAL**

## Confusion totale au sujet de Blue Bonnets

Le reportage de Kathleen Lévesque, page A 3

## Une ère politique nouvelle s'ouvre au Mexique

*Au pouvoir depuis 70 ans, le PRI subit un recul historique*

**M**exico (Reuter et AFP) — L'opposition est entrée en force sur la scène politique mexicaine infligeant un recul historique au parti au pouvoir depuis près de 70 ans qui, en une seule journée, a perdu coup sur coup le contrôle de Mexico et la majorité absolue à la Chambre des députés.

Selon des résultats officiels communiqués hier et portant sur 85,22 % des bureaux de vote, le PRI, Parti révolutionnaire institutionnel, a obtenu 38,71 % des voix, ratant ainsi de près de quatre points les 42 % nécessaires pour conserver, selon le système électoral mexicain, la majorité absolue à la Chambre.

VOIR PAGE A 8: MEXIQUE

Lire aussi en page A 6

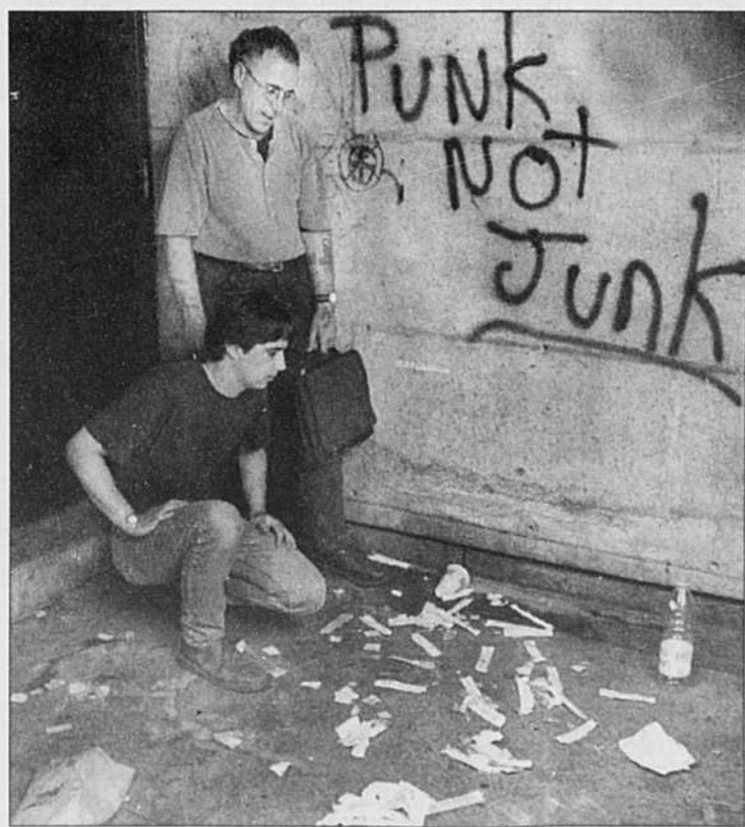
L'éditorial de François Brousseau: Craquements décisifs au Mexique

**MÉTÉO**

Montréal	Ensoleillé, puis nuageux en ap.-midi.	Québec	Ensoleillé le matin. Ciel variable en après-midi.
	Averses: 40 %		
	Max: 23 Min: 14		Max: 12 Min: 24

**INDEX**

Agenda .....	B 6	Idées .....	A 7
Annonces .....	B 6	Le monde .....	A 5
Avis publics ..	B 4	Les sports .....	B 5
Bourse .....	B 2	Montréal .....	A 3
Culture .....	B 8	Mots croisés ..	B 4
Économie .....	B 2	Politique .....	A 4
Éditorial .....	A 6	Télévision .....	B 7



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Norman Senez et Alexis Mercier ont montré au *Devoir* un des nombreux endroits à Montréal où des jeunes de la rue se rassemblent pour se piquer à l'héroïne.

## Survivre à l'héroïne

*Arts et méthadone, le cocktail de la réadaptation sociale*

Il existe des solutions pour venir en aide aux jeunes et aux adultes qui souffrent souvent seuls dans leur coin. D'une part, la méthadone qui permet aux héroïnomanes de réapprendre à vivre normalement, de l'autre, les activités parallèles artistiques qui contribuent à redonner confiance et à développer la créativité de ces personnes.

FRANÇOIS NORMAND  
LE DEVOIR

Second de deux articles

**V**aincre sa dépendance à l'héroïne n'est pas simple. Pour les héroïnomanes, c'est une lutte acharnée de tous les jours parsemée de souffrances à la fois physiques et psychologiques. Il y a certes la méthadone, un produit synthétique de substitution, qui permet aux héroïnomanes de se passer graduellement de l'héroïne sans toutefois subir les conséquences douloureuses du sevrage. Mais cette seule mé-

dication n'est pas suffisante. Sorti de son milieu habituel de consommation, l'héroïnomanes est souvent déstabilisé. Une des solutions pour faciliter sa réadaptation sociale passe par des activités artistiques parallèles au traitement à la méthadone.

Pour un individu qui se drogue depuis un certain nombre d'années, tourner le dos à l'héroïne, c'est quitter son milieu de vie, c'est souvent couper les ponts avec ses amis, et enfin, c'est abandonner le milieu qui lui a permis de subsister pendant ces années de tourmente. Il doit réapprendre à vivre dans

VOIR PAGE A 8: SURVIVRE

# LE DEVOIR

# MONTRÉAL

La vente de Blue Bonnets

## Confusion totale à l'Hôtel de Ville

Même les troupes du maire Bourque sont divisées sur l'entente intervenue avec Québec

Montréal nage en pleine confusion en ce qui concerne l'épineuse vente du site de l'hippodrome Blue Bonnets. L'opposition à l'Hôtel de Ville juge scandaleuse cette entente, le caucus de Vision Montréal se divise sur cette entente, l'administration municipale déclare qu'il n'y a pas d'entente, le gouvernement publie des documents prouvant l'existence de l'entente et l'acheteur piaffe d'impatience pour qu'il y ait entente.

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

En tentant hier d'apaiser le branle-bas soulevé parmi les élus de Montréal par l'offre d'achat du site de l'hippodrome Blue Bonnets, le gouvernement du Québec a attisé un feu qui court dans toutes les directions.

Pour faire contrepoids au mécontentement qui divise même les troupes du maire Pierre Bourque, le cabinet du ministre des Finances, Bernard Landry, a rendu public hier un échange de correspondance, montrant que l'administration de Montréal a pris une décision en toute connaissance de cause concernant l'hippodrome du boulevard Décarie.

Les déclarations récentes sur l'absence d'une entente sur ce dossier, qui a fait l'objet de deux annonces officielles (une gouvernementale et l'autre par l'acheteur privé potentiel) exaspèrent vraisemblablement Québec. Encore hier, le chef de cabinet du maire Bourque, Jean-Pierre Gauthier, affirmait aux journalistes qu'il n'avait rien négocié.

Or, selon les documents transmis, M. Gauthier a pris connaissance de la proposition gouvernementale acheminée par lettre le 26 mars par le chef de cabinet du ministre Landry, Raymond Bréard. Dès le lendemain, Jean-Pierre Gauthier écrivait à M. Bréard et reprenait à son compte l'ensemble de l'offre. Il ajoutait toutefois que «la Ville devra assumer la perte sur la disposition de cet actif au budget 98 et comme convenu, il nous faudra ensemble établir les modalités pour absorber cette perte sur une période de temps convenable en tenant compte de nos capacités financières».

Le conseiller du RCM André Lavallée a crié au scandale hier soir lors de l'assemblée mensuelle du conseil municipal, en brandissant ces lettres. «De quelle autorité M. Gauthier a-t-il accepté que la Ville assume une perte? Par qui a-t-il été mandaté? Le maire n'a pas de droit de conclure de telles ententes sans le consentement du comité exécutif ou même du conseil municipal», a lancé sur un ton enflammé M. Lavallée.

Ce dernier n'a pas uniquement dénoncé ce problème de légitimité, il s'est attaqué aux chiffres mêmes de l'entente. Selon l'un des documents transmis, le gouvernement évalue à 33,8 millions les coûts de la rupture du bail entre la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), propriétaire du terrain, et la Société de promotion de l'industrie des courses de chevaux (SPICC), locataire actuel et acheteur prévu. Mais voilà, Québec ne versera que 10 millions à Montréal comme compensation de cette perte de revenus (en plus des 15,1 millions pour l'achat).

Les documents gouvernementaux circulaient amplement hier soir au conseil, permettant ainsi à tous les élus de prendre connaissance du dossier. Plus tôt en journée, les membres de l'équipe du maire Bourque étaient réunis en caucus et déplorait ne pouvoir accéder à toutes les informations nécessaires à une prise de décision éclairée.

Au terme de ce long caucus de Vision Montréal, des conseillers ont réclamé du gouvernement du Québec une bonification de l'offre d'achat du site de l'hippodrome Blue Bonnets.

«Le point qui se dégage, c'est qu'il faut que Québec se force et fasse mieux que ce que l'on a là. [...] On a un bail jusqu'en l'an 2003 alors je ne sais pas quelle est l'urgence qu'il peut y

avoir d'attendre un mois ou deux de plus. Les chevaux peuvent continuer à courir», a lancé le conseiller Pierre Gagnier, qui est responsable politique du développement économique à la Ville.

M. Gagnier, qui siège au conseil d'administration de la SHDM, a annoncé déjà depuis quelques semaines son rejet de cette offre imposée, dit-il, par le gouvernement du Québec. Il a réitéré sa position, exigeant un effort financier supplémentaire de Québec. «L'offre n'est pas équitable pour Montréal telle qu'elle est là. Il faut demander à Québec d'améliorer son offre ou que l'on garde le terrain et que la SPICC fasse sa piste [son projet de développement]. Je n'empêche pas Québec de faire ce qu'il veut mais moi j'ai le droit de protéger les intérêts des Montréalais», a commenté M. Gagnier.

Son collègue du comité exécutif, Saulie Zajdel, en espère tout autant mais démontre bien peu d'optimisme. «C'est toujours souhaitable de faire bonifier des choses mais je me demande si c'est possible. On verra les suites», a dit M. Zajdel. «Espérons que le "deal" sera acceptable», a-t-il ajouté.

Certains de ses collègues ont soutenu leur désaccord face au projet. «Ce matin, on s'attendait à avoir des chiffres. Mais on n'a pas eu la démonstration que la transaction était bonne», a commenté le conseiller municipal Serge-Éric Bélanger.

«Moi, je continue à penser que c'est un site extraordinaire pour développer la biotechnologie. Un autre casino, ce n'est pas ça que l'on veut à Montréal», a affirmé le conseiller Jacques Charbonneau qui n'hésite pas à parler «d'improvisation» dans ce dossier. La semaine dernière, le conseiller Robert Gagnon dénonçait également l'offre d'achat.

Ainsi, le caucus de Vision Montréal demeure divisé sur l'épineuse question de la vente du site de l'hippodrome Blue Bonnets pour permettre la relance de l'industrie des courses de chevaux. Cette industrie emploie quelque 3500 personnes, principalement en dehors de Montréal. Les débats au sein de l'équipe de M. Bourque reprendront dès son retour la semaine prochaine. Il est actuellement en mission commerciale en Amérique du Sud.

Chose certaine, le dossier présenté comme une excellente nouvelle pour Montréal par les ministres Landry, Serge Ménard et Rémy Trudel, soulève plus d'inquiétude que d'enthousiasme.

Le soutien financier offert à l'industrie des courses de chevaux et de la SPICC en particulier, semble se faire aux dépens des Montréalais, laisse entendre le conseiller André Lavallée.

Sa collègue Thérèse Daviau, chef de l'opposition, a déposé une motion d'urgence au conseil pour qu'un débat sur le dossier soit entrepris. La majorité a repoussé la suggestion.

Techniquement, la SHDM devrait être saisie sous peu de l'offre formelle d'achat. Son conseil d'administration a prévu se réunir le vendredi 18 juillet prochain. Mais contrairement à ce qu'affirmait la semaine dernière le directeur général de la SHDM, Renaud Paradis, ce dernier connaît la teneur de l'entente depuis le 6 mars dernier. C'est ce que révèle l'une des lettres rendues publiques par M. Landry.

Si la SHDM accepte l'offre, les Montréalais recevraient 28 millions, dont 3,1 millions en intérêts. Le terrain visé a une valeur aux livres de 50 millions.

La récolte



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

DÉJÀ ça pousse! Les légumes ont bonne mine aux jardins communautaires Préfontaine, qui comptent parmi les plus grands et plus beaux de Montréal. Trois bénévoles, Denis Labrie, Yvette Bellegarde et Laurence Bellegarde, en faisaient l'heureux constat hier.

## Alerte au gaz à Otterburn Park

PIERRE CAYOUILLE  
LE DEVOIR

Une fuite de gaz en provenance de l'usine de filtration a forcé l'évacuation d'une centaine de résidents de la petite municipalité d'Otterburn Park, sur la rive sud de Montréal, hier, en fin de journée.

L'incident s'est produit vers 16h45, à l'usine de filtration de la Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée du Richelieu sise sur le Chemin des Patriotes à Otterburn Park. «Une erreur humaine en est la cause», a fait savoir hier soir le maire de Belœil et président de la Régie, Julien Busières.

À la suite d'une fausse manœuvre, deux substances chimiques utilisées dans le traitement des eaux ont été accidentellement mises en contact. Un employé de la firme chargée d'approvisionner l'usine a involontairement versé une partie de son chargement de sulfate d'aluminium (alum) dans le réservoir de chlorure de sodium.

«Ces deux substances combinées créent un gaz, le dioxyde de chlore. Ce chlore gazeux est un gaz irritant qui affecte les voies respiratoires», a expliqué un représentant du ministère de l'Environnement du Québec, M. Jean-Marc Lévesque. En aucun temps, assurent les autorités, l'eau n'a été contaminée.

Deux ouvriers, dont le malheureux «livreur», et deux pompiers ont été incommodés au point de devoir être transportés à l'hôpital de Saint-Jean-sur-Richelieu. Leur

état n'inspire aucune crainte.

Aucun résident n'a été blessé.

Au moment de mettre sous presse, les citoyens évacués n'avaient toujours pas regagné leur domicile. Des employés du ministère de l'Environnement menaient toujours des expertises tandis qu'une firme de récupération réparait les dégâts.

«Il y avait une odeur insupportable, une odeur d'eau de javel. On nous a rapidement ordonné de quitter notre maison», a raconté Mme Cécile L'Ecuyer, dont la maison est située à quelques mètres de l'usine. L'évacuation s'est faite promptement.

L'usine de la Régie intermunicipale de la Vallée du Richelieu fournit de l'eau potable à quelque 60 000 résidents de Belœil, Mont Saint-Hilaire, Otterburn Park et six autres municipalités.

Ces citoyens n'ont pas été privés d'eau. Il s'en est toutefois fallu de peu. Les réserves d'eau potable étaient quasi épuisées lorsque l'usine a pu reprendre ses opérations, peu après 21h.

Peu de temps après l'incident, des pompiers munis de porte-voix ont circulé dans les rues des municipalités touchées afin d'informer les citoyens à ne pas consommer d'eau.

Chef de la division contrôle de la Direction de la Montérégie du ministère de l'Environnement, Jean-Marc Lévesque a dit que de tels incidents sont extrêmement rares. «Je travaille depuis 20 ans dans ce domaine et je n'ai jamais vu une pareille erreur», a-t-il dit.

## COMBATTRE LES VIOLATIONS ET NON LES SUBIR



SYRIE

Aktham Nu'aysa, torturé et condamné à 9 ans de prison. Délit: distribution d'un dépliant demandant la libération des prisonniers politiques.

 AMNISTIE INTERNATIONALE  
SECTION CANADIENNE / FRANCOPHONE  
(514) 766-9766

## LE DEVOIR présente ses incontournables Cahiers de la rentrée

Ne manquez pas notre cahier spécial



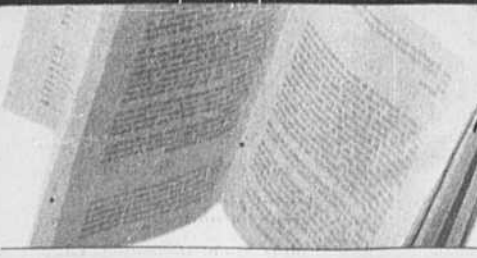
rentrée scolaire  
publié le 16 août prochain!

Ne manquez pas notre cahier spécial



rentrée culturelle  
publié le 23 août prochain!

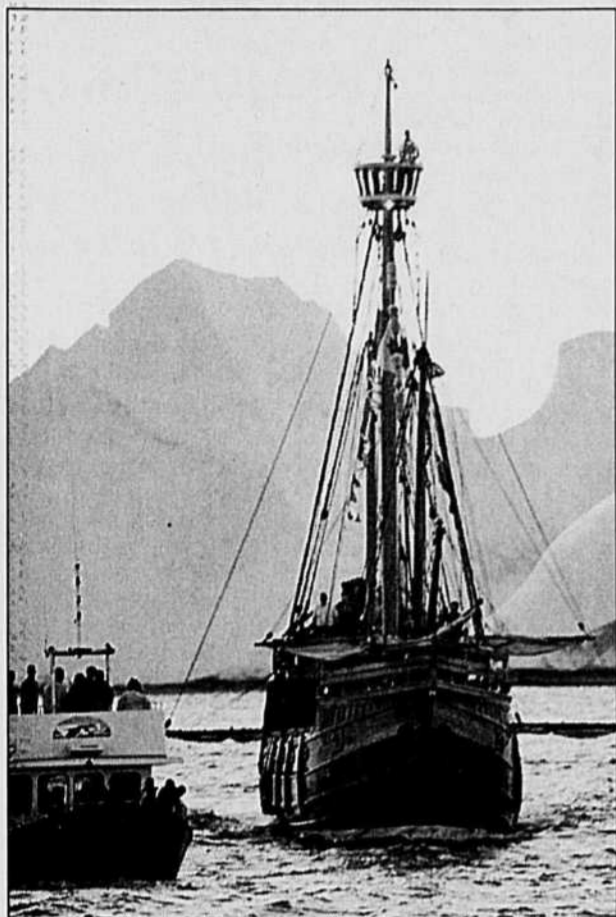
Ne manquez pas notre cahier spécial



rentrée littéraire  
publié le 6 septembre prochain!

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

Partons,  
la mer est belle!

JONATHAN HAYWARD THE EVENING TELEGRAM (PC)

**LE MATTHEW**, réplique du navire sur lequel Jean Cabot a atteint Terre-Neuve en 1497, continue son tour de l'île. Il a quitté Saint-Jean dimanche et a atteint le point le plus à l'est de l'Amérique du Nord, le cap Spear, où on le voit ici avec un immense iceberg en arrière-plan. Le navire mettra plusieurs semaines à faire le tour de la province.

## EN BREF

## Un Canadien tué au Cambodge

Canberra (AP) — Un Canadien a été tué la nuit dernière au cours de combats entre factions rivales dans la capitale cambodgienne, Phnom Penh, a indiqué le ministre australien des Affaires étrangères. Le ministre des Affaires étrangères à Ottawa tentait hier soir de joindre sa famille au pays, a indiqué une porte-parole canadienne. Ottawa conseille aussi aux Canadiens qui se trouvent au Cambodge de rester chez eux; aucune décision n'a encore été prise quant à leur évacuation. L'ambassade australienne au Cambodge supervise les allées et venues d'au moins 517 Australiens mais aussi de 130 Canadiens qui ont indiqué leur présence dans la capitale.

## Tobin est confiant

Saint-Jean, T.-N. (PC) — Selon le premier ministre de Terre-Neuve, Brian Tobin, la réalisation du projet hydro-électrique de la Basse-Churchill, au Labrador, n'est plus très éloignée. «D'une manière ou d'une autre, et puisque les règles ont changé au sud de la frontière, la Basse-Churchill a enfin une chance d'être pleinement développée», a-t-il affirmé lors d'une réunion des ministres de l'Énergie et des Mines. La nouvelle réglementation en vigueur aux États-Unis, note M. Tobin, donne au secteur canadien des services publics un meilleur accès à ce marché. «C'est notre espoir d'arriver à un terrain d'entente et de trouver les conditions de mise en valeur de sites comme celui-ci avec notre partenaire naturel, géographique et historique, Hydro-Québec», a lancé M. Tobin. En juin, lors d'une rencontre de premiers ministres provinciaux et de gouverneurs américains de l'Est, au Rhode Island, il avait abordé le dossier avec son homologue Lucien Bouchard.



S.V.P. Assurez-vous  
que ce papier journal  
soit recyclé.

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333.

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Sur Internet devoir@cam.org  
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et petites annonces

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 8h à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## VILLES Un malaise certain

SUIITE DE LA PAGE 1

La mairesse de Sainte-Foy et première vice-présidente de l'UMQ, Andrée Boucher, craint l'éclatement et elle pense que le cœur du problème de la facture de Québec repose sur une iniquité entre les six villes centres et les autres. Mme Boucher demande à Québec d'obliger les villes centres à sabrer dans leur masse salariale et d'aider les autres municipalités avec des mesures leur permettant d'effectuer les mêmes compressions de 6 % sur les coûts de main-d'œuvre.

Selon elle, Québec souhaite régner en divisant les municipalités, mais la mairesse de la banlieue de Québec estime qu'il s'agit là d'un fort mauvais calcul. Le gouvernement doit reprendre et assumer une partie des 500 millions, dit-elle.

«Si le gouvernement réussit à faire passer son plan, ce sera un échec pour les citoyens. Ce n'est pas en brisant ce qui marche qu'on répare ce qui ne marche pas. Le parti pris pour les villes centres est en train de mettre le Québec à feu et à sang.»

De son côté, le maire de Laval, en ancien président de l'UMQ, Gilles Vaillancourt, même s'il reconnaît que le gouvernement québécois a réussi une «parfaite division du monde municipal», ne compte pas monter aux barricades pour s'en prendre aux villes centres. «Je n'ai pas à les attaquer, ni à les défendre.» Mais il reconnaît également que la facture telle que transmise par Québec comporte des iniquités. «Par exemple, dit-il, quel est le traitement qu'une ville six fois plus petite que la nôtre, Hull, mérite que les gens de Laval ne mériteraient pas? L'impact sur leur budget est de 3,5 % et le nôtre de 7 %.»

M. Vaillancourt rejette la facture du transport scolaire. Il

affirme que les municipalités sont bien gérées et qu'elles ont déjà fait le ménage. Il prédit que la contreproposition de l'UMQ dépassera même l'objectif visé par Québec en trouvant l'argent dans «ses propres budgets et ses propres chevauchements».

«S'il attend de nous que nous lui disions comment gérer son entreprise, nous lui dirons. Il sera servi à souhait, pour plus de 500 millions.»

Le maire de Laval est d'avis que le ministre Trudel devrait revoir ses chiffres puisque son gouvernement est déjà dans une moins mauvaise posture qu'il y a quelques mois: plus de départs que prévu dans le secteur public, reprise de l'économie qui fera augmenter les revenus en taxes et impôts, aide du fédéral en paiement de transfert dans le domaine de la santé...

Mme Boucher affirme pour sa part que le gouvernement québécois devrait regarder du côté des loteries et considérer davantage l'augmentation de l'impôt des revenus des particuliers, une mesure plus équitable, que de favoriser un accroissement de l'impôt foncier, inévitable dans le contexte actuel.

Dans le but d'éviter des augmentations de taxes et des diminutions de services au sein des villes, l'UMQ travaille donc depuis quelques semaines à sa contre-offre qui devrait permettre au gouvernement québécois de récupérer 400 millions sans pénaliser les municipalités.

Parallèlement à cela, des représentants de l'UMQ continuent de prendre part aux discussions techniques aux tables des chantiers de discussion ouverts par le ministre Trudel. De plus, le président de l'UMQ, Mario Laframboise a accepté de rencontrer la semaine prochaine des représentants syndicaux qui parlent au nom des 80 000 em-

ploiyés municipaux. Il fera également le tour du Québec afin de vérifier les économies possibles par des mises en commun d'équipements, de services et d'infrastructures.

L'UMQ semble néanmoins plus fragile que jamais. La mairesse de Sainte-Foy travaille à la création d'un regroupement des municipalités autres que les villes centres et elle affirme que des maires de banlieue font de même à Montréal. L'objectif est de contrer l'influence des grandes villes au sein de l'UMQ.

«Il y a un malaise certain, explique-t-elle. Les six villes centres font un tel boucan. Les orientations sont décidées d'avance et nous sommes noyés au bureau de direction.»

Même son de cloche d'ailleurs auprès de l'Union des MRC du Québec. Le directeur général de l'UMRCQ, Michel Fernet, constate l'impasse et se dit solidaire des municipalités qui se regroupent pour contrer l'influence des villes centres.

«Il n'y a pas de dossier des villes centres au Québec. Il faut parler d'équité entre petites, moyennes et grandes villes, mais ça commence par des chiffres. Les villes centres n'en ont aucun à mettre sur la table. Depuis quatre ans, elle ont un excellent dossier de vente, mais elles ont reçu plus que toutes les autres en transfert du gouvernement provincial.»

Pourtant, il soutient qu'il est encore temps de parler de transfert de responsabilité, mais que le gouvernement devrait favoriser les édifices — scolaires, municipaux et de santé — plutôt que le transport scolaire. Sinon, selon lui, les maires des plus petites municipalités québécoises, qui se réuniront pour le congrès annuel de l'UMRCQ à Québec en octobre, pourraient alors participer à la plus grande manifestation de l'histoire du monde municipal québécois.

## MEXIQUE Mécontentement

SUIITE DE LA PAGE 1

Le Parti Action nationale (PAN), conservateur, demeure le deuxième parti mexicain avec 27 %, le Parti révolutionnaire démocratique (PRD) qui dirige Cuauhtémoc Cárdenas, nouveau maire de Mexico et premier titulaire de ce poste à être élu, gagne 25,6% du suffrage populaire (16,6% en 1994).

Les partis de l'opposition ont de toute évidence bénéficié du mécontentement dû à une baisse de 30 % du pouvoir d'achat depuis la crise financière et aux affaires de corruption qui ont éclaboussé l'entourage de l'ancien président Carlos Salinas de Gortari, exilé à Dublin.

«Le PRI a perdu» a titré hier le journal Cronica tandis que le quotidien économique El Financiero annonçait la «fin de 70 ans d'hégémonie».

Les écrivains Octavio Paz et Carlos Fuentes ont de leur côté commenté également la déroute du PRI, le premier estimant que la Chambre «allait accroître considérablement son indépendance face à l'exécutif», et le second qu'il existait enfin au Mexique «une Chambre active». La correspondante du quotidien madrilène El País y allait d'un reportage au titre fracassant: fin de la «dictature parfaite» exercée par le PRI. C'est là une expression dont la paternité revient à l'écrivain péruvien-espagnol Mario Vargas Llosa, lequel avait dû quitter précipitamment le Mexique après avoir proféré cette phrase non protocolaire.

Pour éviter tout blocage politique, le PRI devra désormais rechercher, en fonction des circonstances et de ses

propres objectifs, des alliances tantôt avec la droite du PAN, tantôt avec la gauche du PRD.

A Mexico, le président Zedillo aura en face de lui un nouveau gouverneur, considéré comme la seconde personnalité du pays en raison du poids économique de la plus grande ville du monde (18 millions) et qui, dans le cas de M. Cuauhtémoc Cárdenas, passe pour un candidat très probable à la présidentielle de l'an 2000.

Ces élections se sont généralement déroulées dans une atmosphère sereine. Les incidents les plus graves ont été signalés à Chiapas, où des Indiens ont incendié ou saccagé des dizaines de bureaux de vote et bloqué des routes. On a brûlé à San Andrés du matériel électoral appartenant à l'IFE (Institut fédéral électoral) qui devra, demain au plus tard, rendre publics les résultats définitifs. Selon le groupe indépendant Alianza Cívica, 610 bureaux de vote n'ont pu ouvrir à Chiapas en raison d'attaques. Le processus de paix au Chiapas, coordonné par un groupe de députés, est en panne depuis plusieurs mois.

La note discordante de ce scrutin transparent a comme épice l'État du Campeche où des partisans du PRD et du PAN, au nombre de 400 environ, protestaient hier en entourant les bureaux de l'Institut électoral (IFE) et criant à la «fraude». La candidate Layda Sansores (PRD) au poste de gouverneur en a même appelé à la «résistance civile», affirmant détenir la preuve que dans une boîte de scrutin il y avait le double des 750 votes qu'on aurait dû normalement y trouver!

Deux cents députés seront désignés à la proportionnel-

le, ce qui vaudra au Parti vert écologiste une première présence à la Chambre des députés. L'écrasante majorité que détient le PRI au Sénat n'est pas menacée.

«Le Mexique a franchi un pas définitif, irréversible et historique vers l'établissement d'une démocratie normale», a dit le président Ernesto Zedillo en souriant à la télévision nationale. «Je tiens à féliciter très sincèrement M. Cuauhtémoc Cárdenas [...] Je lui souhaite le plus grand succès dans sa tâche délicate.»

A Madrid où il se trouve pour le sommet de l'OTAN, le président américain Bill Clinton s'est dit d'avis, hier, que les élections de dimanche au Mexique ont été «bonnes» pour les relations américano-mexicaines, parce qu'elles ont permis aux Mexicains d'exprimer librement leur opinion. «Leur résultat importe peu», a-t-il commenté lors d'une brève conférence de presse au palais de la Moncloa après une entrevue avec le président du gouvernement espagnol, José María Aznar. «C'était aux Mexicains de décider et nous nous en félicitons», a-t-il dit. «Nous pensons que tout ce qui consolide le Mexique en tant que démocratie est bon pour nos relations et bon pour notre avenir commun», a ajouté le président américain.

La passation de pouvoir n'aura lieu que le 5 décembre dans la capitale. M. Cárdenas a déclaré hier: «Il faut une transition pacifique et constructive», ajoutant que ses futurs collaborateurs au conseil municipal ne seraient pas choisis selon des critères politiques. Le maire sortant, Oscar Espinosa Villareal, avait formulé le même souhait il y a deux semaines dans l'hypothèse où le candidat du PRI (del Mazo) serait défait.

## OR Industrie très cyclique

SUIITE DE LA PAGE 1

commencé vendredi, à la suite d'une nouvelle révélant que l'Australie avait vendu 167 tonnes d'or au cours des six derniers mois. Avant la fin de la journée, l'or avait même atteint son prix le plus bas depuis 12 ans. Hier, à la clôture une once d'or valait 318,10 \$, en février dernier, la même once d'or se transigeait au prix de 363,45 \$.

La geste du gouvernement australien a eu «un effet psychologique» sur les opérateurs, selon Peter Richardson, de la banque d'affaires SBC Warburg. Mais il arrive aussi que les banques centrales se retrouvent dans une conjoncture très différente. Les risques d'inflation semblent maîtrisés dans les principaux pays riches et l'or perd alors son rôle de rempart contre les pertes de valeur des monnaies. En outre, la vigueur de l'économie américaine limite les risques de certains placements financiers.

Avant l'Australie, les banques centrales de Belgique et des Pays-Bas avaient pris des décisions similaires, avec le résultat que l'or a perdu plus de 15 % de sa valeur depuis le début

de l'année. Inévitablement, si la tendance se maintient, certaines mines devront fermer leurs portes. Il y a bien eu récemment la fermeture de l'or TX Gold, une petite mine dans le Nord-Ouest québécois et les gens de l'industrie qui n'ont aucune prise sur ce courant mondial sont peut-être plus inquiets qu'ils ne veulent bien le laisser paraître. Les mines canadiennes les plus fragiles se retrouvent dans l'Ouest et à l'étranger en Afrique du Sud et paradoxalement en Australie.

Le coût moyen d'exploitation des mines d'or dans le monde est de 317 \$ US l'once. Cambior, qui est la plus importante mine au Québec a un coût d'exploitation se situant entre 250 et 260 \$ US, cela ne tient pas compte des frais administratifs. La marge de manœuvre demeure donc étroite. L'an passé, le coût total moyen des mines canadiennes était de 282 \$, en comparaison de 358 \$ pour les mines australiennes et 334 \$ pour les mines d'Afrique du Sud.

Evidemment, il y a de petites mines et certaines divisions de sociétés plus fortes qui risquent d'écocher devant cette chute des prix. Les experts savent depuis longtemps que l'industrie aurifère est très cyclique et ce qui se passe

maintenant le confirme à nouveau.

En revanche, les entreprises ont appris à se protéger contre les mouvements de prix. Ainsi, Barrick, la plus importante mine d'or canadienne, émettait hier un communiqué pour rassurer les investisseurs en avançant sa préoccupation devant la situation présente mais en rappelant qu'elle est pleinement protégée contre cette turbulence par une position de couverture et les coûts de production les plus bas de l'industrie. Sa position de couverture l'assure d'un prix minimal moyen de 420 \$ l'once et un coût d'exploitation en deçà de 200 \$. «Notre marge brute d'autofinancement, nos revenus et nos dividendes ne seront pas touchés d'ici l'an 2000, en dépit de l'agitation actuelle», a déclaré Peter Munk, président et chef de la direction de Barrick.

Il existe par ailleurs un certain nombre de mises qui n'ont pas une telle protection et qui vendent leur or au prix du marché. À l'heure actuelle, les courtiers recommandent à leurs clients de diversifier leur portefeuille minier en y ajoutant des titres de plusieurs métaux de base, tels que le cuivre, le nickel, le zinc, l'uranium, etc.

## SURVIVRE Marginalisation

SUIITE DE LA PAGE 1

un nouvel univers où il n'a pas de points de repère et où il n'a pas nécessairement les bons outils pour s'en sortir.

La méthadone donne tout de même de bons résultats. Elle permet à l'héroïnomane de réapprendre à vivre normalement en donnant à l'organisme un produit de substitution. Ce dernier peut donc travailler, conduire sa voiture, bref il peut se comporter sensiblement comme tout le monde. La méthadone, un opiacé synthétique, procure les mêmes effets que l'héroïne sauf pour l'euphorie. Elle supprime graduellement le besoin de prendre de l'héroïne. Au Canada, la méthadone est le seul médicament de substitution accepté. Dans certains pays d'Europe, les médecins sont autorisés à prescrire des préparations contenant de la morphine et un agoniste partiel opioïde, la buprénorphine.

Le patient à qui l'on prescrit de la méthadone doit en prendre tous les jours par voie orale. Pour s'en procurer, il doit se rendre dans une pharmacie et il doit boire sa dose quotidienne en présence du pharmacien, la méthadone étant un médicament extrêmement contrôlé. Plusieurs intervenants en contact avec des héroïnomanes (médecins, pharmaciens et travailleurs sociaux), joints par Le Devoir, estiment que le traitement par la méthadone peut se comparer au traitement du diabète par l'insuline. Pour une majorité d'héroïnomanes, c'est un produit qu'ils devront s'administrer le reste de leur vie. Seulement 10 % d'entre eux réussissent en fait, à long ter-

me, à arrêter la méthadone sans recommencer à consommer de l'héroïne.

## Le complément par les arts

Mais selon Norman Senez, intervenant de première ligne auprès des jeunes de la rue, et Alexis Mercier, jeune cinéaste, le seul traitement à la méthadone est nettement insuffisant. «Il y a des solutions, des phases où c'est possible de faire des choses pour aider les héroïnomanes», dira Norman Senez lors d'une entrevue au Devoir. La méthadone, c'est une partie du travail. Mais ce n'est pas tout le monde qui a la force de réapprendre à vivre seul dans son coin.

Pour faciliter la réadaptation sociale des héroïnomanes en traitement à la méthadone, les deux compères proposeront à quelques jeunes de 16-17 ans de participer au «making off» du documentaire Smack ou la cité des rats. Puisque ce documentaire cherche à comprendre la nouvelle popularité de l'héroïne auprès des jeunes de la rue, il était logique, selon Norman Senez, de les faire participer à la production du document. «Il aurait une démarche parallèle à la nôtre», explique Norman Senez.

«C'est Alexis qui va faire le plus gros du travail», lance Norman Senez en riant. Il va leur montrer comment faire un scénario et manipuler une caméra. Et puisqu'il est jeune comme eux, Alexis aura d'autant plus de chances d'établir une bonne relation de travail avec ces jeunes marginaux.

Un des graves problèmes de l'héroïnomanie, c'est justement la marginalisation dans laquelle se retrouvent les jeunes de la rue. Avant d'arriver dans ce milieu, ils ont

souvent coupé tous les liens avec leur famille et l'école. C'est pourquoi, lorsqu'ils décident de s'en sortir et de quitter leur milieu de consommation, ils se retrouvent souvent devant rien... «Dans un tel contexte, il est facile pour un jeune de faire une rechute et de reprendre sa consommation d'héroïne, fait valoir Norman Senez. D'où l'importance d'encadrer la réadaptation de ces jeunes avec des activités artistiques qui les valorisent et leur permettent de reprendre confiance en eux.»

## Développer la créativité artistique

Norman Senez n'en est pas à ses premières armes dans ce domaine. Avec l'aide de l'organisme communautaire Artoxico, qu'il a fondé il y a quelques années, des jeunes de la rue ont organisé l'an dernier à Québec une exposition de photographies. Certains ont exposé leurs œuvres tandis que d'autres se sont chargés de toute la logistique entourant l'exposition.

Selon Norman Senez, c'est une approche qui est loin d'être parfaite mais qui donne tout de même de bons résultats. «À long terme, la consommation d'héroïne détruit l'initiative et le pouvoir de création. En faisant participer un jeune à des activités artistiques, on bâtit en lui une nouvelle créativité et on développe même chez certains une fibre artistique qui sommeillait en eux.»

Les jeunes qui participeront au «making off» du documentaire Smack ou la cité des rats pourront ainsi acquérir une certaine expérience pendant environ deux mois afin de produire eux-mêmes un jour, s'ils le dési-

rent, un documentaire sur les jeunes de la rue, par exemple. Norman Senez souhaite ardemment que ces jeunes adoptent cette avenue. «Nous les adultes, on peut bien parler du problème de la toxicomanie chez les jeunes de la rue, mais si on veut que les choses changent, il faut que le message sur le danger de l'héroïne soit dit par des jeunes pour des jeunes. Si on parvient à faire ça, on aura déjà fait un bon bout de chemin pour les aider.»

Dans le documentaire Smack ou la cité des rats, explique Alexis Mercier, «on veut montrer qu'un jeune ne devient pas héroïnomane pour le fun. Personne ne se détruit parce qu'il aime ça. C'est le signe d'un profond malaise social. Beaucoup de jeunes associent cette drogue à la recherche de plaisir. Mais très vite, ils se rendent compte qu'ils n'ont plus de fun. Ils essaient d'arrêter en grande majorité, mais il est déjà trop tard.»

Selon lui, la consommation d'héroïne chez les jeunes est aussi associée à la philosophie du «No Future». «C'est parti avec les punks en Grande-Bretagne à la fin des années 70. Les jeunes font ce qu'ils veulent et se fichent de ce qui va se passer dans les prochaines années puisque pour eux l'avenir est sombre.»

Selon Norman Senez, la population et les politiciens ne peuvent pas encore fermer longtemps les yeux sur la problématique de la consommation d'héroïne chez les jeunes. «Il faut les aider à réintégrer la société en mettant à leur disposition tous les outils dont ils ont besoin. Pourquoi attend-on toujours que la problématique s'installe et qu'elle fasse des ravages pour réagir? On ne peut pas accepter qu'une partie de notre jeunesse foute sa vie en l'air comme ça...»